



## POUR EN SAVOIR PLUS SUR

### Le centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS)

. est une unité mixte de recherche 8026 de l'Université de Lille et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS);

. est un laboratoire de la Mission européenne des sciences de l'homme et de la société (MESHS) Lille Nord de France.

Ses principaux axes de recherche sont :

- \* l'action publique et politique locale,
- \* l'action publique internationale et le droit international,
- \* les mutations du droit administratif et du rôle de l'Etat,
- \* le droit des nouvelles technologies,
- \* la transformation des formes de la démocratie contemporaine,
- \* les organisations politiques et les élections.

Le site internet :

[ceraps.univ-lille2.fr](http://ceraps.univ-lille2.fr)

### CONTACT CHERCHEURS

CERAPS UMR 8026

Marcel Moritz

Directeur scientifique du projet

Valentin Gibello

Doctorant en droit public

T +33 (0)6 16 95 38 47

[valentin.gibello@univ-lille2.fr](mailto:valentin.gibello@univ-lille2.fr)

### CONTACTS PRESSE

Stéphanie Piquet

Coordnatrice des relations presse pour l'Université de Lille

T +33 (0)3 20 96 43 35

[stephanie.piquet@univ-lille2.fr](mailto:stephanie.piquet@univ-lille2.fr)

Vincent Voisin

Chargé de communication et de médiation scientifique

Université de Lille - droit et santé

T +33 (0)3 20 96 52 66

[vincent.voisin@univ-lille2.fr](mailto:vincent.voisin@univ-lille2.fr)

Lille, le 26 juillet 2017

## Lancement du projet de recherche européen «TRUESSEC.eu» sur la protection et la sécurisation des données privées via internet.

*A l'ère du Big data, de la cybersécurité, de l'internet des objets connectés, du cloud, les citoyens européens ont tendance à voir leur confiance remise en question dans un monde numérique «virtuel» où le détournement d'appareils connectés et les cyberattaques défraient régulièrement la chronique.*

*Dans ce contexte, comment sont assurées la protection des données et la confiance numérique des utilisateurs européens?*

C'est à cette question que les législateurs tentent de répondre à travers la mise en place d'outils juridiques. Le recours à la certification et aux labels constitue une solution prévue par la loi, mais cette dernière n'a eu qu'un succès relativement limité à ce jour. Dans ce contexte, comment les outils de certification, en matière de protection de la vie privée et de sécurité dans le contexte de l'usage d'internet, peuvent-ils contribuer à donner cette confiance aux citoyens ?

Le projet de recherche fondamentale européen, *TRUESSEC.eu*, impliquant l'unité de recherche du centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS) UMR 8026 (Université de Lille - Centre national de la recherche scientifique (CNRS)) contribuera à apporter des réponses concrètes à cette question de société.

L'équipe lilloise de Marcel Moritz issue de cette unité de recherche est responsable des aspects juridiques du projet, notamment l'élaboration d'un état de l'art et d'un catalogue de critères.

Les critères «juridiques» ainsi définis concernent par exemple :

. **la protection des données** à caractère personnel : que deviennent ces données ? quelles sont les garanties offertes aux utilisateurs ?

. **la cybersécurité** : quelles sont les mesures prises pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données échangées chaque jour via internet ?

. **le droit de la consommation pour les achats en ligne via internet** : comment le consommateur est-il protégé au niveau européen ?

Outre l'Université de Lille, le projet réunit deux autres universités européennes, l'«Universidad Politécnica de Madrid» (Espagne) et l'«Universität Graz» (Autriche), en charge notamment des aspects techniques et éthiques.

Par ailleurs, *TRUESSEC.eu* entend fédérer le plus grand nombre d'acteurs possible (entreprises, associations de consommateurs et de professionnels, autorités de protection des données comme la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), associations de défense des droits fondamentaux, etc...) par l'instauration d'un dialogue via la mise en ligne d'une plateforme d'échange et l'organisation de débats.



Financé sur un appel « Technologies de l'Information et de la Communication » (TIC), ce projet multidisciplinaire s'appuie sur des aspects de sciences humaines et sociales (études sociologiques et éthiques) avec un intérêt marqué pour le droit des personnes, afin de favoriser le succès des initiatives présentes et à venir en matière de confiance numérique.

#### **POUR EN SAVOIR PLUS SUR**

##### **Le projet de recherche européen «*TRUESSEC.eu*»**

Le nouveau Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) qui deviendra applicable au 1<sup>er</sup> semestre 2018 en Europe fait de la labellisation et de la certification des piliers du droit de la protection des données. Un des objectifs du projet *TRUESSEC.eu*, est de profiter de cette nouvelle impulsion pour redonner de la vigueur aux labels européens actuels et futurs, en proposant aux acteurs du secteur numérique un ensemble de critères et de recommandations.

Le projet *TRUESSEC.eu* est une « action de support et de coordination » («Coordination and Support Actions» ou CSA) financée par la Commission européenne à hauteur d'environ un million d'euros pour une durée de 2 ans (2017/2019). Il s'inscrit dans le pilier leadership industriel du programme-cadre européen de recherche et d'innovation Horizon 2020 et vise à explorer les mesures de certification et de labellisation en matière de protection de la vie privée et de sécurité dans le contexte de l'usage d'internet.

Ce projet collaboratif est coordonné par «The Connected Digital Economy Catapult LTD», un organisme britannique dédié à l'accompagnement et au développement d'entreprises dans le numérique ainsi que les organisations spécialisées dans le développement de l'économie numérique «APWG European Union foundation» (Espagne), «Knowledge Transfer Network Limited» (Royaume-Uni), et «Asociación de usuarios de internet» (Espagne).

Le site internet du projet : [truessec.eu](http://truessec.eu)